



Maître d'Ouvrage :

SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA BARCHE

Hôtel de Ville
Place Jean Burger
HAGONDANGE
57300

**Travaux de fin du dévoiement du réseau
d'assainissement le long de la RN52 à
Marange-Silvange**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (C.C.A.P)**

Maître d'Oeuvre :

Siège social :

191, rue Emmanuel Didelot
54 113 MONT LE VIGNOBLE
Tél. +33 (0)3 83 62 56 35
Mail : contact@mp2i-conseil.fr

Adresse des bureaux :

57, place square Herzog - ZAC Ban la Dame
Parc Eiffel Energie - 54390 Frouard
Tél. +33 (0)3 83 27 63 72



Juillet 2017
Affaire 2017-026

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile du titulaire	5
1.1.1 Opération	5
1.1.2 Domicile du Titulaire	5
1.2 Tranches et lots	5
1.3 Travaux intéressant la défense	5
1.4 Forme des notifications et informations au titulaire	5
1.5 Maîtrise d'œuvre	6
1.6 Contrôle technique	6
1.7 Coordonnateur en matière de sécurité et de santé	6
1.8 Connaissance des lieux et documents	6
1.9 Contenu du mandat confié au mandataire	6
1.9.1 Mission du mandataire du groupement conjoint ou solidaire	6
1.9.2 Obligations des cotraitants à l'égard du mandataire du groupement conjoint	7
1.10 Redressement ou liquidation judiciaire	8
1.11 Passation éventuelle d'un marché négocié	8
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1 Pièces particulières	8
2.2 Pièces générales	8
3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES	9
3.1 Répartition des paiements	9
3.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	9
3.2.1 Contenu des prix	9
3.2.2 Prestations gratuites fournies par le Maître d'Ouvrage	11
3.2.3 Règlement des comptes	11
3.2.4 Travaux sur dépenses contrôlées	11
3.2.5 Sous détail des prix	11
3.2.6 Travaux en régie	11
3.2.7 Décomptes - délai global de paiement	12
3.2.8 Intérêts moratoires	12
3.2.9 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	12
3.2.10 Rabais ou majoration éventuel	12
3.3 Variation dans les prix	12
3.3.1 Mode de révision ou d'actualisation des prix	12

3.3.2	Mois d'établissement du prix initial	12
3.3.3	Choix de l'index de référence	12
3.3.4	Modalités de révision de prix	12
3.3.5	Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables	13
3.3.6	Actualisation ou révision des frais de mandat	13
3.3.7	Révision ou actualisation provisoire	13
3.3.8	Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée	13
3.4	Paielements des co-traitants et des sous-traitants	13
3.4.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché	13
3.4.2	Modalités de paiement direct	14
3.5	Changement dans l'importance des travaux	14
4	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	14
4.1	Délai d'exécution des travaux	14
4.2	Prolongation du délai d'exécution	14
4.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance	16
4.3.1	Pénalités pour retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations prévues pendant la période de préparation	16
4.3.2	Pénalités de retard pour remise de documents dus par le titulaire en phase chantier	16
4.3.3	Pénalités de retard dans l'exécution des travaux	16
4.3.4	Prime d'avance	16
4.4	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
4.5	Délais et retenues pour remise des documents conformes à l'exécution	17
4.6	Réfaction de prix pour insuffisance de qualité	17
4.7	Fourniture du sous-détail des prix	17
4.8	Dispositions intéressant la Défense	17
4.9	Pénalités pour non respect des stipulations environnementales	17
4.10	Pénalités pour non respect des mesures de sécurité et des mesures générales imposées au titulaire	17
4.11	Penalités pour absence aux reunions de chantier	17
4.12	Absence du chargé de signalisation	18
4.13	Dégradation de réseaux	18
4.14	Pénalites pour défaut d'entretien des voies publiques et/ou pistes de chantier	18
5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	18
5.1	Retenue de garantie	18
5.2	Avance	18
6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
6.1	Equivalence des normes	19
6.2	Provenance des matériaux et produits	19

6.3	Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunt	19
6.4	Caractéristiques - Qualités - Vérification - Essais et épreuves des matériaux et produits	19
6.4.1	Vérifications sur le site du chantier	19
6.4.2	Vérifications hors du site du chantier	19
6.5	Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître d'Ouvrage	19
7	IMPLANTATION DES OUVRAGES	19
7.1	Piquetage général	19
7.2	Piquetage spécial	20
7.3	Conservation du bornage et du piquetage	20
7.4	Réseaux existants	20
7.5	Domages aux tiers	21
7.6	Propriété des terrains	22
7.7	Engins de guerre	22
8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	22
8.1	Période de préparation - Documents à fournir	22
8.1.1	Période de préparation	22
8.1.2	Documents complémentaires remis par le Maître d'Œuvre	22
8.1.3	Documents à fournir	22
8.2	Plan d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	23
8.2.1	Documents à produire	23
8.3	Protection de la main d'oeuvre et des conditions de travail	24
8.3.1	Ouvriers étrangers	24
8.3.2	Ouvriers d'aptitudes physiques restreintes	24
8.4	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	24
8.4.1	Installations de chantier de l'entreprise	24
8.4.2	Installations particulières réalisées par l'entreprise	24
8.4.3	Embarcation armée	25
8.4.4	Dépôts	25
8.4.5	Hygiène et sécurité du chantier	25
8.4.6	Signalisation des chantiers intéressant la circulation sur les voies publiques	25
8.4.7	Raccordement du chantier aux divers réseaux	26
8.4.8	Evacuation des eaux	26
8.4.9	Utilisation des voies publiques par le titulaire	26
8.4.10	Protection de l'environnement	27
8.4.11	Lutte contre le travail dissimulé	30
8.5	Réunions de chantier - JOURNAL DE CHANTIER - REGISTRE DE CHANTIER	31
8.5.1	Réunions de chantier	31
8.5.2	Réunions de coordination	31
8.5.3	Registre de chantier.	31
8.5.4	Journal de chantier	31
9	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	32

9.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	32
9.2	Réception	32
9.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	32
9.4	Documents fournis après exécution	32
9.5	Délai de garantie	33
9.6	Garanties particulières	33
9.7	Responsabilités et assurances	33
9.7.1	Responsabilités	33
9.7.2	Assurances	34
9.8	Resiliation du marché	35
10	<i>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</i>	36

1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE - EMBLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DU TITULAIRE

1.1.1 Opération

Le marché concerne des travaux de dévoiement du réseau d'assainissement du SMAB à Marange-Silvange, dans le cadre des travaux d'aménagement de la VR52 par la DREAL. Il consiste en la mise en place d'un réseau d'assainissement et d'une conduite de refoulement entre la rue de la Justice et la ZAC de Jailly, à travers champs, puis d'un tronçon des eaux pluviales en prévision d'un fossé qui sera réalisé par la DREAL.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.).

1.1.2 Domicile du Titulaire

A défaut d'indication, dans l'Acte d'Engagement, du domicile élu par le Titulaire à proximité des travaux, les notifications correspondantes se rapportant au marché seront valablement faites au siège du Syndicat Mixte d'Assainissement de la Barche, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Représentant du Pouvoir Adjudicateur et au Maître d'œuvre l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 TRANCHES ET LOTS

Il n'y a pas de décomposition en lot et en tranches.

1.3 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.4 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur est faite :

- Soit directement au titulaire, contre récépissé (lettre recommandée avec accusé réception)
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques, dans les conditions décrites ci-dessous
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans les conditions décrites ci-après.

Pourront être transmis par échange dématérialisé, support électronique, télécopie ou tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception, les notifications, les ordres de service, les lettres, les notes, d'observations et les mentions de visa des documents, la date et l'heure de réception étant alors retenue comme date de remise de la communication.

Ces moyens de transmission, pour de telles communications, sont interdits les samedis, dimanches, jours fériés, jours chômés et pendant les heures réputées non travaillées, sauf dans l'hypothèse où des travaux sont exécutés pendant ces périodes.

Au plus tard le 5 de chaque mois N+1, le titulaire devra fournir le planning financier recalé du marché avec l'engagement résultant du « montant contractuel des travaux » et les dépenses résultantes du décompte du mois N. Ce planning sera décomposé, au minimum, par nature de travaux, selon un modèle défini avec le maître d'œuvre.

Les communications écrites du titulaire au Maître d'Ouvrage seront adressées à l'attention de : Madame le Maire.

1.5 MAITRISE D'ŒUVRE

MP2I Conseil est chargé d'une mission de Maîtrise d'Œuvre au sens de l'article 2 du C.C.A.G Travaux. Les éléments de missions de Maîtrise d'Œuvre confiés par le Maître d'Ouvrage, conformément à la loi 85.704 du 12 juillet 1985 (Loi MOP), sont les suivants : PRO – ACT – VISA – DET – AOR.

1.6 CONTROLE TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser un contrôle extérieur sur la qualité de la réalisation des travaux.

1.7 COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

Un coordinateur CSPS est mandaté par la DREAL. **Le titulaire devra d'ailleurs se conformer aux PGCSPS et règlement intérieur du CISSCT de l'opération.**

1.8 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DOCUMENTS

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement et notamment les itinéraires d'accès, l'état des pistes de chantier existantes, les travaux déjà en cours et la nature du site des travaux.

De même, il est réputé avoir consulté tous les documents mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage, ainsi que les autres documents nécessaires à l'exécution du marché qui peuvent être consultés dans les services des communes et des autres gestionnaires de voiries et concessionnaires publics ou privés de réseaux.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Le titulaire est réputé avoir vérifié et fait siennes les informations recueillies.

1.9 CONTENU DU MANDAT CONFIE AU MANDATAIRE

L'engagement de solidarité du mandataire avec chacun de ses cotraitants, vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage souscrit dans les termes énoncés à l'Acte d'Engagement, est défini aux articles 3.5 et 48.7 du C.C.A.G (uniquement en cas de groupement conjoint).

1.9.1 Mission du mandataire du groupement conjoint ou solidaire

La mission du mandataire comprend notamment les obligations décrites ci-après.

↳ Les obligations de représentation des Entrepreneurs cotraitants

Le mandataire du groupement a les obligations suivantes de représentation des Entrepreneurs cotraitants, vis-à-vis notamment du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, pour l'exécution du marché :

1. Transmission avec les directives appropriées dans les délais les plus courts, au membre concerné du groupement, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, etc. émanant du Maître de l'Ouvrage et/ou du Maître d'Œuvre.
2. Centralisation et présentation des états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différends

3. Transmission au Maître d'Œuvre après analyse et avis pour information, de toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un membre.
4. Transmission au Maître d'Œuvre des plans d'exécution des ouvrages pour visa.
5. Transmission au Maître d'Œuvre et/ou au Maître de l'Ouvrage des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres.
6. Transmission en temps voulu de toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles.
7. Représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec le Maître de l'Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre.
8. Transmission au Maître d'Œuvre des projets de décomptes conformément à l'article 13.5.2 du C.C.A.G de la répartition des pénalités entre les cotraitants (article 20.6 du C.C.A.G) ; dans l'attente, les pénalités étant retenues en totalité au mandataire.
9. Signature contrairement avec le Maître d'œuvre du registre de chantier lorsqu'il en est tenu un (par dérogation à l'article 28.5, la signature de chacun des membres n'est pas requise)

Les obligations de coordination

Le mandataire du groupement conjoint ou solidaire devra :

1. Assurer, sous sa responsabilité, les missions de coordination notamment techniques au sein du groupement c'est-à-dire :
 - centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des membres du groupement pour transmission au Maître d'Œuvre,
 - transmettre aux membres les informations de toutes natures, données par le Maître d'Œuvre, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du calendrier relatif aux différents ouvrages du groupement,
 - veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier définis par le Maître d'Œuvre,
 - veiller au respect des dispositions relatives au respect de l'environnement par les différentes entreprises,
 - mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des Entrepreneurs,
 - coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des intervenants,
 - assurer la coordination de l'établissement du Dossier de Récolement des ouvrages exécutés.
2. Suivre l'application des dispositions du Marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux.
3. Gérer les interfaces de chantier et en supporter les coûts (études, travaux).
4. Assurer la coordination avec des intervenants extérieurs en interférence avec ce marché ; en particulier, dans le cas de travaux effectués sur le même site au cours de la même période.
5. Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'Hygiène et de Sécurité.
6. Assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants.

1.9.2 Obligations des cotraitants à l'égard du mandataire du groupement conjoint

Chaque membre du groupement devra :

1. Désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier.
2. Fournir au mandataire, pour transmission au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, tout document prévu au marché du groupement.
3. Faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont attributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi.

4. Respecter, en cas de sous-traitance, la loi du 31/12/1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission au Maître d'Œuvre et/ou au Maître de l'Ouvrage.

1.10 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions de l'article 46.1.2 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

La précision suivante est apportée : le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié(e) immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché et ce, en application de l'article 3.4.2 du C.C.A.G travaux

1.11 PASSATION EVENTUELLE D'UN MARCHE NEGOCIE

A compter de la notification du présent marché passé après mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire un ou des marchés portant sur des prestations similaires, dans les conditions prévues à l'article 30-I.7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2.1 PIECES PARTICULIERES

DOSSIER CONTRACTUEL :

1. ACTE D'ENGAGEMENT et ANNEXE(S)
2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
4. BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES
5. DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF
6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)
7. REGLEMENT INTERIEUR DU CISSCT DE L'OPERATION

PIECES NON CONTRACTUELLES PROPRES A FACILITER L'INTELLIGENCE DU DOSSIER PAR LES CONCURRENTS, REMISES A TITRE INDICATIF :

8. Vue en plan projet
9. Profil en long du projet
10. Les retours des DT de moins de 3 mois

Nota :

Si le dossier transmis au candidat ne contient qu'une partie de ces pièces, celui-ci devra en informer le Maître d'Ouvrage par écrit à réception du D.C.E.

2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.4.2 du présent C.C.A.P. Nous trouvons notamment les documents suivants sans que la liste ne soit exhaustive :

1. Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

2. Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.
3. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES applicables aux Marchés Publics de Travaux (C.C.A.G) adopté par arrêté du 08 septembre 2009, publié au JORF le 1° octobre 2009.
4. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES (C.C.T.G) applicables aux Marchés Publics de Travaux.
5. LES FASCICULES DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère en charge de l'équipement.
6. Livre I de signalisation routière introduit par l'Arrêté du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des textes qui l'ont modifié (8 parties) et en particulier : la huitième partie – Signalisation temporaire (Edition 2000).
7. Signalisation temporaire (SETRA) :
 - ✓ Volume 1 – Manuel du Chef de Chantier – Routes bidirectionnelles (Edition 2000),
 - ✓ Volume 1 – Manuel du Chef de Chantier – Routes à chaussées séparées (GERS uniquement) (Edition 2000),
 - ✓ Volume 4 – Guide technique – Les alternats (Edition 2000).
 - ✓ Volume 5 – Guide technique – Conception et mise en œuvre des déviations (Edition 2000).

Les pièces générales ci-avant ne sont pas jointes au dossier.

3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- **au titulaire et à ses sous-traitants,**
- **au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.**

3.2 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3.2.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros hors les Taxes à la Valeur Ajoutée (TVA) :

- **comprenant toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, assurances, impôts et taxes,**
- **réputés assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices,**
- **en tenant compte des frais de mandat tels que définis au C.C.A.P,**
- **en tenant compte du piquetage général et du piquetage spécial à effectuer,**
- **en tenant compte de toutes sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux,**
- **en tenant compte de toutes sujétions d'exécution liées à la coordination des travaux entre les différents lots du chantier, de la proximité immédiate des travaux des autres lots et de la nécessité des raccordements entre travaux réalisés par chaque lot,**
- **en tenant compte des sujétions d'exécution liées au phasage entre natures de travaux et aux discontinuités dans l'exécution,**
- **en considérant comme normalement prévisibles toutes les intempéries et autres phénomènes naturels, sauf ceux pour lesquels la force majeure pourrait être invoquée,**
- **en tenant compte de la mise en place, par le titulaire, d'une astreinte 24 h sur 24 h et 7 jours sur 7, pour intervention dans les deux heures qui suivent la demande de l'exploitant, afin d'effectuer les réparations nécessaires à la mise en sécurité suite à un accident ou un incident dans la zone concernée par les travaux,**
- **en tenant compte des dispositions prévues au C.C.A.P concernant la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques ou privées.**

Le titulaire devra, à cet effet, se rapprocher des services techniques compétents (Commune, Conseil Général, Direction Départementale de l'Équipement) ou des particuliers pour déterminer avec eux les conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état de ces routes. Il fera établir un procès-verbal d'état des lieux initial et obtiendra un quitus en fin de travaux de la part du gestionnaire de voirie :

- en tenant compte de l'indemnisation des dégâts constatés survenus aux cultures, sols, arbres, en dehors des emprises du fait des travaux,
- en tenant compte de la taxe parafiscale sur les granulats en application du décret n° 85.975 du 13/09/85 et de l'arrêté relatif au montant et aux modalités de recouvrement de cette taxe.

L'entreprise se considérera comme productrice de granulats chaque fois que les travaux qui lui sont confiés mettent en œuvre des granulats au sens du décret précité et ce, même lorsque ces travaux s'effectuent sous le couvert d'une autorisation d'extraction établie au bénéfice du Maître de l'Ouvrage :

- en tenant compte de toutes les autorisations administratives à obtenir (établissements et installations classés, ouvertures de carrières, arrêtés préfectoraux liés à la protection de l'environnement, aux travaux sous circulation publique),
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux entre les différents lots,
- en tenant compte des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au C.C.T.P, qu'ils soient effectués par le titulaire,
- en tenant compte des sujétions générales suivantes :
 - protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions,
 - présence des réseaux enterrés et aériens existants,
 - exécution de tous les ouvrages provisoires et déviations provisoires nécessaires, en phases intermédiaires, à la réalisation des travaux prévus au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix,
 - mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des travaux,
 - emprunt des pistes de chantier par d'autres entreprises notamment dans le cadre des travaux visés ci-dessus,
 - utilisation des pistes de chantier par des riverains non désenclavés par ailleurs,
 - maintien des itinéraires d'accès,
 - travaux par phase et sous circulation aux raccordements des rétablissements de communications avec les voiries existantes,
 - sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes du fait de la proximité de voies publiques maintenues sous circulation,
 - sujétions particulières destinées à assurer la sécurité des personnes lors des travaux de terrassements et de fouilles (ouvrages d'art) du fait de la présence de cavités sur le site des travaux (effondrements potentiels),
 - dans le cas des ouvrages d'art, les frais et sujétions liés aux réceptions de fond de fouilles, aux reconnaissances géotechniques complémentaires des sols d'assise, à l'interprétation de ces reconnaissances, à la mise au point du mode de traitement des cavités et anomalies rencontrées, qui sont exécutées par le titulaire dans le cadre du présent marché. Ces sujétions concernent notamment les frais liés aux dispositions destinées à éviter le remaniement du fond de fouilles (assainissement, protection), aux délais d'attente et immobilisations de matériels entre le moment de l'ouverture des fouilles et les travaux de construction des ouvrages à proprement parler, sachant que ces reconnaissances complémentaires seront réalisées obligatoirement après l'ouverture des déblais et exécution des fouilles au droit des ouvrages concernés et que les travaux correspondants entre les différents ouvrages d'art ne s'enchaîneront pas nécessairement dans le temps,
 - pour les travaux de traitement des anomalies des sols de fondation des ouvrages d'art, la réalisation des plates-formes et rampes d'accès en fond de fouilles éventuellement nécessaires,
 - présence de nappe phréatique.

- en tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes :
 - contraintes définies au C.C.T.P. A ce titre, les prix sont établis en tenant compte notamment des tous les frais et sujétions du fait des travaux à exécuter à proximité immédiate de la circulation publique ; certains de ces travaux étant éventuellement à exécuter de nuit, du fait également de la présence de réseaux pour lesquels le titulaire sera tenu de prendre toutes les mesures conservatoires qui s'imposeront en étroite concertation avec les concessionnaires,
 - sujétions et contraintes de sauvegarde des ouvrages existants et des ouvrages construits hors marché,
 - présence, pendant la durée du chantier, d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé,
- en tenant compte de l'élaboration de tous les documents d'exécution prévus au C.C.T.P.

3.2.2 Prestations gratuites fournies par le Maître d'Ouvrage

Sans objet.

3.2.3 Règlement des comptes

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés aux métrés après exécution par application des prix unitaires du devis quantitatif et estimatif dont la définition est donnée dans le bordereau des prix unitaires.

Les métrés et attachements seront réalisés contradictoirement par le Maître d'Œuvre et l'entreprise.

Lorsque les ouvrages ou travaux non prévus au marché mais de type analogue à ceux du marché seront exécutés, il sera fait application des prix du bordereau du marché. Dans le cas contraire, ces ouvrages seront rémunérés dans les conditions prévues au C.C.A.G.

3.2.4 Travaux sur dépenses contrôlées

Sans objet.

3.2.5 Sous détail des prix

Le sous détail fera apparaître pour chaque prix unitaire ou forfaitaire :

- 1) Le calcul détaillé des coefficients de majoration applicables aux prix secs, pour frais généraux de chantier et d'entreprise, frais d'études, frais de coordination des sous-traitants, taxes, impôts, avances d'argent, aléas, bénéfices, etc.
- 2) Le calcul détaillé de chaque prix sec donnant en particulier :
 - ✓ la définition du matériel prévu pour l'exécution du travail objet du prix, le rendement de chaque type de matériel, les dépenses relatives à l'amortissement, au fonctionnement, à l'entretien du matériel,
 - ✓ la nature, les quantités et le montant des fournitures autres que celles entrant dans le poste « matériel »,
 - ✓ les dépenses de main d'œuvre, autres que celles entrant dans le poste matériel, en distinguant le nombre d'ouvriers, leur qualification, leur prix horaire, leur rendement escompté.

Le Maître d'Œuvre pourra inviter le titulaire à redresser les erreurs ou anomalies qu'il aura éventuellement relevées dans le sous détail fourni. A défaut d'accord, il sera fait usage du sous détail tel qu'il aura été rectifié par le Maître d'Œuvre.

3.2.6 Travaux en régie

Sans objet.

3.2.7 Décomptes - délai global de paiement

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera fourni au titulaire.

Cependant, par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire une gestion automatisée du marché à l'aide de son matériel informatique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte mensuel complet (y compris copie des factures des sous-traitants, article 13.5.1 du C.C.A.G) par le Maître d'Œuvre.

3.2.8 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, dans les conditions prévues au décret n° 2002-232 du 21 février 2002. Ce taux est celui de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points.

3.2.9 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.2.10 Rabais ou majoration éventuel

Sans objet.

3.3 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 Mode de révision ou d'actualisation des prix

Les prix sont ne sont pas révisables.

Ils sont actualisables suivant les modalités fixées au 3.4.3 et au 3.4.5.

3.3.2 Mois d'établissement du prix initial

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres : ce mois est appelé « mois zéro ».

Le mois M0 est le mois d'établissement des prix.

3.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I, choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national TP10a - Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux.

3.3.4 Modalités de révision de prix

Sans objet.

3.3.5 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_o}$$

Dans laquelle I_o et $I_d - 3$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d du démarrage du délai contractuel du marché soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

Dans les marchés publics à tranches, le prix de chaque tranche est actualisable dans les conditions déterminées par les troisième à sixième alinéas du IV de l'article 18 du **Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**. Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations de la tranche.

3.3.6 Actualisation ou révision des frais de mandat

Sans objet.

3.3.7 Révision ou actualisation provisoire

Sans objet.

3.3.8 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.4 PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.4.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire ne pourra sous-traiter qu'après avoir obtenu du pouvoir adjudicateur du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments et les renseignements mentionnés à l'Article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus de l'acte spécial ou de l'avenant les renseignements obligatoires stipulés au Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché publics.

L'agrément des sous-traitants indirects est subordonné à la production de la caution bancaire par l'entreprise principale ou à la justification d'une délégation de paiement du sous-traitant par l'entreprise principale et à la réduction corrélative

du montant de l'acte spécial initial du sous-traitant de premier rang, dans les conditions prévues à l'article 3.6.2 du C.C.A.G travaux.

3.4.2 Modalités de paiement direct

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation conforme à l'annexe du C.C.A.P indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des Entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation conforme à l'annexe du C.C.A.P indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un Entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.5 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES TRAVAUX

L'article 17 du C.C.A.G s'applique.

4 DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

4.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Notion d'intempéries

Dans le présent marché, la notion d'intempéries est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

Le décompte de ces intempéries est établi en journées ouvrables.

Les seuils définissant la journée d'intempérie sont définis dans le tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Précipitations	supérieure à 10 mm par 24 heures
Températures	< à – 5°C à 8 heures du matin
Vent	supérieure à 60 km/h
Neige	> à 5 cm par 24 heures ou à 8 heures du matin

📌 Journées d'intempéries prévisibles

Sans objet.

📌 Décompte des intempéries

Les modalités définies ci-dessus ne sont applicables qu'aux conditions suivantes :

Une journée prise en compte comme « journée d'intempéries » ne sera comptée qu'une seule fois.

Les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés, hors chantier ou similaires, ne sont pas pris en compte pour la détermination des intempéries.

Les constatations d'impossibilité de travailler et les décisions d'arrêt de chantier qui peuvent en découler seront toujours décidées localement et contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Elles seront attestées par constats journaliers rédigés en 3 exemplaires par l'entreprise et signés par chacune des parties. Un exemplaire sera remis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire devra avertir par écrit le Maître d'Oeuvre dans les 48 heures de l'existence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G, une journée d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, ne sera prise en compte dans le calcul du nombre de journées d'intempéries contractuelles, au titre du présent marché, que si cette journée répond aux critères d'une journée d'intempéries tels qu'ils sont définis conventionnellement dans le présent C.C.A.P. Dans le cas contraire, cette journée ne rentrera pas dans le calcul du nombre de journées d'intempéries.

Les conditions d'utilisation de la station météorologique de référence, qui sera utilisée pour le calcul des jours d'intempéries à prendre en compte, seront arrêtées mensuellement et consignées dans le compte-rendu de réunion de chantier.

Le nombre de jours d'intempéries à prendre en compte sera arrêté mensuellement et consigné dans le compte-rendu de réunion de chantier.

📌 ARRÊT DES TRAVAUX - INTERRUPTION DU CHANTIER

En cas d'interruption du chantier (hors intempéries), l'entrepreneur avisera le B.E.T. 24 heures au moins avant l'arrêt des travaux. De la même façon, il préviendra au moins 24 heures à l'avance avant la reprise de ces travaux.

Le B.E.T. pourra ordonner l'arrêt du chantier s'il juge que les conditions (atmosphériques, techniques ou autres) ne sont pas compatibles avec une bonne exécution. L'entrepreneur devra arrêter immédiatement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité du fait de cette interruption. Faute par lui de se conformer à l'ordre du B.E.T., ce dernier pourra faire démolir les ouvrages aux frais de l'entrepreneur.

4.3 PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE

Les pénalités de retard sont désormais considérées comme des indemnités, ayant pour objet de sanctionner le retard pris par le fournisseur dans l'exécution du contrat et de réparer le préjudice subi, de ce fait, par le Client. Elles ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de services et ne sont donc pas situées dans le champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 20.0 du C.C.A.G, les pénalités suivantes sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre.

4.3.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations prévues pendant la période de préparation

A la fin de la période de préparation fixée à l'Acte d'Engagement, le titulaire est tenu d'obtenir le visa du Maître d'Œuvre sur les documents prévus à l'article 8.1 du C.C.A.P et au C.C.T.P.

En cas de retard dans la remise de ces documents ou l'exécution des opérations définies au C.C.T.P, le titulaire subira, par jour calendaire de retard, une pénalité de 500 Euros par document.

4.3.2 Pénalités de retard pour remise de documents dus par le titulaire en phase chantier

En cas de remise de documents de chantier incomplets par le titulaire, notamment au niveau des avant-métrés, des métrés et des devis estimatifs prévisionnels correspondants, celui-ci subira une pénalité de 500 Euros par document incomplet et par jour calendaire de retard. Cette pénalité sera appliquée jusqu'à la remise de documents satisfaisants.

Dans tous les cas, les termes de l'article 8.2 du C.C.A.P restent d'application et tout ouvrage réalisé par le titulaire sans document d'exécution visé par le Maître d'Œuvre ne pourra donner lieu à rémunération.

4.3.3 Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

En cas de non-respect du délai de la période de préparation, des délais partiels d'exécution et du délai d'exécution global des travaux, tels qu'ils figurent à l'Acte d'Engagement, le titulaire subira, pour chaque jour calendaire de retard, en dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G travaux, les pénalités détaillées dans le tableau ci-après :

	Pénalités (par jour calendaire)
Travaux correspondants au délai global	500 € Par jour de retard

4.3.4 Prime d'avance

Sans objet.

4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par ordre de service, avec une pénalité de 500 Euros par jour de retard.

4.5 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION

En cas de retard dans la remise, par l'entreprise, de l'ensemble des documents conformes à l'exécution visés au C.C.T.P et en application de l'article 40 du C.C.A.G, une retenue provisoire égale à 150 Euros Hors Taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G sur les sommes dues au titulaire.

4.6 REFACTION DE PRIX POUR INSUFFISANCE DE QUALITE

Pas de stipulation particulière.

4.7 FOURNITURE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

En cas de retard dans la fourniture du sous-détail des prix, il sera appliqué une pénalité journalière de 500 Euros.

4.8 DISPOSITIONS INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

4.9 PENALITES POUR NON RESPECT DES STIPULATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les pénalités suivantes seront applicables pour non-respect volontaire ou par négligence de prescriptions environnementales figurant au C.C.T.P.

Problème constaté	Pénalités
1. Stockage d'hydrocarbures (> 50 l) sans mise en place de dispositif de rétention, par cuve et fût.	1 000 €
2. Vidange sauvage effectuée directement sur le sol.	1 500 €
3. Feux laissés sans surveillance.	1 000 €
4. Déboisement en dehors des secteurs autorisés : pour tout arbre, défini comme étant supérieur à 2 m de hauteur, abattu sans autorisation par l'entreprise ou ses sous-traitants en dehors des plans de déboisement visés par le Maître d'Œuvre, par arbre abattu.	1 000 €
5. Nettoyage ou purge des toupies ou pompes à béton en dehors des fosses prévues à cet effet, par nettoyage ou purge sauvage constaté.	1 500 €
6. Absence de poubelle au niveau de chaque installation de chantier et chaque ouvrage d'art, par poubelle manquante et par jour.	500 €

4.10 PENALITES POUR NON RESPECT DES MESURES DE SECURITE ET DES MESURES GENERALES IMPOSEES AU TITULAIRE

En cas de non-respect des consignes de sécurité et notamment des limitations de vitesse imposées du titulaire sur chantier, il sera appliqué une pénalité de 500 Euros par infraction constatée.

4.11 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

En cas d'absence du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions de coordination, il sera appliqué une pénalité de 500 Euros à l'unité d'absence.

4.12 ABSENCE DU CHARGE DE SIGNALISATION

En cas d'absence, ou de retard d'intervention, du chargé de signalisation, il sera appliqué une pénalité de 500 Euros.

4.13 DEGRADATION DE RESEAUX

Un grand nombre de réseaux de toutes natures (GDF, EDF, Télécom, eaux usées, irrigation, AEP...) enterrés et aériens est implanté dans le secteur des travaux et de leurs accès ; le titulaire doit garantir leur intégrité.

Il sera responsable du marquage - piquetage des réseaux conformément au Guide Technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

La norme NFS70-003 devra notamment être respectée.

En cas d'atteinte d'un réseau, la responsabilité pécuniaire des dommages sera engagée par le titulaire si les normes en vigueur sur la détection et les précautions à prendre à proximité des réseaux ne sont pas respectées par ce dernier.

4.14 PENALITES POUR DEFAUT D'ENTRETIEN DES VOIES PUBLIQUES ET/OU PISTES DE CHANTIER

Il sera appliqué une pénalité de 2000 Euros par infraction constatée.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Par application de l'article 122 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif au marché public, une retenue de garantie de 5 % sera prélevée par fraction sur chacun des versements autres qu'une avance. Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, dans les conditions prévues à l'article 123 du Décret précédemment cité.

Il sera accepté une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

5.2 AVANCE

Une avance pourra être versée à la demande du titulaire, en application de l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises des prestations confiées au titre du marché ou de la tranche affermie.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché public (ou de la tranche affermie en cas de découpage en tranche).

6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 EQUIVALENCE DES NORMES

Les dispositions de l'article 23.2 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

6.2 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions de l'article 21 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

Le C.C.T.P fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.3 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU DE LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

Les dispositions de l'article 22 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

6.4 CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATION - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

6.4.1 Vérifications sur le site du chantier

Le C.C.T.P définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G et du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux. Le C.C.T.P et le P.A.Q précisent les modalités de leur vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.4.2 Vérifications hors du site du chantier

Le C.C.T.P et le P.A.Q précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

6.5 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les dispositions de l'article 26 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général est effectué selon les modalités définies au C.C.T.P.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations et câbles situés au droit ou au voisinage des travaux est effectué par l'Entrepreneur, à ses frais, contrairement avec le Pouvoir Adjudicateur (ou son représentant).

Les exploitants qui ne fournissent pas de plans conservent la responsabilité du marquage de leurs réseaux.

Tous les autres exploitants qui fournissent un plan exploitable (même de qualité médiocre) n'ont pas l'obligation de se rendre sur le site, ni de marquer eux-mêmes leurs réseaux.

L'exécutant est responsable du maintien en l'état du marquage/piquetage pendant toute la durée du chantier. L'ensemble du tracé des réseaux doit être matérialisé sur le site pendant toute la durée des travaux. Le marquage-piquetage doit tenir compte des classes de précision. La délimitation des zones de précaution est indispensable.

Pour ne pas surcharger le marquage, l'utilisation de chevrons marquant le fuseau est recommandée en respectant les règles ci-après :

Distance (m) des fuseaux d'imprécision des ouvrages	Réseau flexible	Réseau rigide
Classe A	0,5	0,4
Classe B et C	1,5	1,5
Branchements avec affleurant non cartographié	1,0	1,0

Par dérogation à l'article 27.3.1 du C.C.A.G, l'entrepreneur doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages. Des postes de prix sont prévus à cet effet dans le B.P.U et le D.Q.E.

Les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux sont recueillies auprès des exploitants des ouvrages repérés et respecteront les normes en vigueur.

7.3 CONSERVATION DU BORNAGE ET DU PIQUETAGE

Les entreprises devront la conservation des éléments d'implantation existants, ou fournis par le géomètre missionné par le Maître d'Ouvrage ou par l'entreprise. Toutes les bornes et piquets déplacés ou recouverts seront remis, au frais de l'entreprise responsable, par le géomètre.

7.4 RESEAUX EXISTANTS

L'entrepreneur effectuera une Demande d'Intention de Commencement de Travaux à tous les concessionnaires intéressés.

En cas d'absence de réponse de la part d'un exploitant de réseau à la DICT dans les délais réglementaires, le titulaire envoie une lettre de rappel. En cas de réseau sensible, l'absence de réponse à la LRAR dans les délais réglementaires après preuve du dépôt constitue un point d'arrêt dont l'entreprise ne peut supporter le préjudice. Un constat contradictoire d'arrêt avec RP devra être produit par le titulaire.

Pour un réseau non sensible, l'entreprise pourra démarrer les travaux après information écrite facultative du démarrage.

La DICT a une durée de 3 mois à compter de la consultation du Guichet unique (numéro de consultation).

La DICT doit être renouvelée si ...	Codification
le chantier ne démarre pas dans les 3 mois	3MR
le chantier est interrompu pendant une période de 3 mois au moins	INTERRUP
le chantier a une durée > 6 mois (renouvellement à minima vis-à-vis des exploitants de réseaux sensibles)	6MR

Cette dernière obligation de renouvellement peut être remplacée par des réunions périodiques avec les exploitants de réseaux sensibles concernées, planifiées dès le lancement.

Sur un chantier, une DICT par entreprise est obligatoire. Toutes les DICT sont rattachées à la même DT.

Un locatier est exempté de DICT s'il est clairement placé sous la direction de l'entreprise de travaux (« entreprise d'accueil »). La dispense est aussi possible pour la réfection de tranchées et le contrôle du compactage des remblais, dans les conditions limitatives fixées dans le Code de l'environnement (R554-21).

En cas de rencontre de canalisations non signalisées, l'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Un droit de retrait est accordé à l'exécutant de travaux si découverte d'un réseau qui entraîne un risque pour la sécurité :

- Il ne peut s'exercer qu'en cas de découverte de réseaux, susceptibles d'être sensibles, non cartographiés ou écart important avec les plans reçus (> 1,5 m.) ou casse accidentel d'un branchement non cartographié et sans affleurant visible.
- Il se traduit par la signature du constat contradictoire d'arrêt de travaux entre l'exécutant des travaux et le maître d'ouvrage.
- Le titulaire ne subira pas de préjudice.
- Un OS d'arrêt sera formalisé par le Responsable de projet.
- Un OS de reprise précisant les conditions associées sera établi une fois les doutes levés.
- Une entreprise décidant de poursuivre les travaux sans accord écrit de son responsable de projet s'expose à une amende administrative de 1500€.

Le titulaire respectera les normes en vigueur et le Guide relatif aux travaux à proximité des réseaux.

L'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions réglementaires concernant les travaux à proximité des lignes électriques.

L'entrepreneur prendra toutes précautions pour empêcher la détérioration du fait de la circulation de ses engins ou de l'exécution des fouilles, des divers réseaux, canalisations et égouts en service.

Le constat amiable est établi sur place de façon contradictoire entre l'exécutant de travaux et l'exploitant, en cas de casse de réseaux sans accident pour les personnes. Il est rempli en cas d'endommagement de réseau, de déplacement de plus de 10 cm d'un réseau flexible, ou pour toute anomalie constatée. Autant de constats seront remplis que de réseaux impactés. Tout autre document est à proscrire. Il doit permettre aux exécutants de mieux faire valoir leurs droits et d'éviter le « toujours responsable ». Il sera transmis aux assureurs et permettra aux exécutants de faire valoir leurs droits.

L'entrepreneur aura l'obligation de laisser à ses frais dans un état de parfaite propreté, tant pendant les travaux qu'à la fin de ceux-ci, les différentes chaussées de voies publiques et privées contiguës au chantier.

7.5 DOMMAGES AUX TIERS

Il est entendu que pendant la durée d'exécution du marché et jusqu'à expiration du délai de garantie, l'entrepreneur sera seul responsable vis à vis des tiers de tous dommages et de toutes leurs conséquences préjudiciables de quelque nature que ce soit résultant de tous les travaux effectués des suites du marché.

Si le Maître d'Ouvrage venait à être recherché directement par des tiers à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, l'entrepreneur supporterait seul, définitivement et sans recours vis à vis du Maître d'Ouvrage toutes les indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

L'entrepreneur devra également souscrire toute assurance le couvrant intégralement des dommages dont il serait responsable. Il devra justifier auprès du Maître d'Ouvrage de la souscription des polices correspondantes ainsi que du paiement de ses primes. Le défaut de souscription des polices prescrites, ainsi que leur résiliation ou suspension pourront à l'initiative du Maître d'Ouvrage, entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour l'entrepreneur.

7.6 PROPRIETE DES TERRAINS

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra s'assurer auprès du Maître d'Ouvrage de la possibilité de pénétrer dans toutes les propriétés traversées par le projet.

Dans le cas de propriétés n'ayant pas fait l'objet d'autorisation de passage par le Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur ne devra porter aucune atteinte directe ou indirecte à ces propriétés.

Tous les dégâts ou dommages éventuellement causés aux dites propriétés seront à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra baliser, à ses frais, ces propriétés par des poteaux avec clôtures de protection.

Il devra veiller à tout moment à leur réserver un droit de passage conformément aux articles 672 et suivants du Code Civil.

7.7 ENGINS DE GUERRE

Il sera fait application de l'article 32 du C.C.A.G.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION - DOCUMENTS A FOURNIR

8.1.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation dans les conditions fixées à l'Acte d'Engagement.
En dehors des opérations prévues au C.C.T.P, il ne sera autorisé aucun commencement de travaux.

8.1.2 Documents complémentaires remis par le Maître d'Œuvre

Sans objet.

8.1.3 Documents à fournir

Au cours de la période de préparation, il est procédé aux opérations énoncées au C.C.T.P et notamment à l'établissement des documents suivants :

- **Par les soins du Maître d'Ouvrage**

P.G.C.S.P.S si plusieurs entreprises sont amenées à intervenir simultanément

- **Par les soins du titulaire**

- ✓ Programme d'exécution des travaux (y compris programme d'exécution des travaux spécifiques aux ouvrages d'art, cf. article 28.2.2. du C.C.A.G) ;
- ✓ Le calendrier détaillé d'exécution ;
- ✓ le programme financier ;
- ✓ Plan d'Assurance Qualité (P.A.Q) ;
- ✓ Projet des installations de chantier ;
- ✓ Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le programme d'exécution des travaux sera élaboré conformément aux dispositions du C.C.T.P et du C.C.A.G travaux à l'article 28.2.1.

Après visa du programme d'exécution des travaux par le Maître d'Œuvre, le titulaire remettra un programme financier faisant apparaître le montant des dépenses mensuelles prévisibles par nature d'ouvrages. Ce programme financier sera mis à jour lors de chaque modification du programme des travaux.

Le Plan d'Assurance Qualité sera élaboré conformément aux dispositions du C.C.T.P si elles existent et sera soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Dans le cas des marchés conclus avec des Entrepreneurs groupés, qu'ils soient conjoints ou solidaires, le pilote mandataire a une mission globale de coordination des systèmes de qualité des contractants et approuve le P.A.Q avant de le soumettre au visa du Maître d'Œuvre.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de sous-traitance.

Dans le cas de propositions de sous-traitants, après la signature du marché, le titulaire accompagne sa demande d'acceptation et l'agrément des conditions de paiement direct :

- ✓ du S.O.P.A.Q du sous-traitant ou d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre le P.A.Q déjà établi par le titulaire,
- ✓ du Plan Particulier en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) du sous-traitant si nécessaire.

Le projet des installations de chantier et le plan d'hygiène et de sécurité seront élaborés conformément aux dispositions des articles 8.4.1 et 8.4.5 du présent C.C.A.P.

Si l'entreprise fait appel à la sous-traitance en cours de chantier, il lui appartiendra de se charger de la mise en œuvre de la coordination dans les conditions requises par les textes.

- **Par les soins du coordonnateur pour la sécurité**

Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier, conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26/12/94 modifié.

8.2 PLAN D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL

8.2.1 Documents à produire

Les plans d'exécution, seront soumis au visa du Maître d'Œuvre, accompagnés par planche :

- des documents complémentaires indispensables à sa compréhension et à sa vérification,
- des avant-métrés établis et valorisés suivant le cadre des prix du Détail Estimatif décomposés par ouvrage élémentaire dont la liste sera fournie par le Maître d'Œuvre durant la période de préparation.

Les avant-métrés sont à faire évoluer par le titulaire à l'avancement. Ils sont décomposés par nature, par prix du Détail Estimatif et par ouvrage élémentaire dont la liste sera fournie au Maître d'Œuvre durant la période de préparation.

Dès qu'une modification en cours d'exécution a une incidence sur les quantités des avant-métrés, le titulaire devra alerter le Maître d'Œuvre pour accord préalable. A défaut, seules les quantités visées ou celles figurant dans la note d'observation du Maître d'Œuvre, seront prises en compte.

8.3 PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G s'appliquent.

8.3.1 Ouvriers étrangers

Application de la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

8.3.2 Ouvriers d'aptitudes physiques restreintes

Application de la réglementation en vigueur.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.4 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G s'appliquent.

8.4.1 Installations de chantier de l'entreprise

Pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, des emplacements seront désignés et mis gratuitement à la disposition du titulaire, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux :

- avant l'expiration du délai d'exécution,
- dans le délai prévu pour « le repliement des installations de chantier ».

Le Maître d'Œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

En complément de l'article 31 du C.C.A.G, il est précisé que le Maître d'Ouvrage ne met pas à la disposition du titulaire, pour les installations de chantier, stationnement du matériel et dépôts provisoires ou stockage des matériaux de l'Entreprise, d'autres terrains que ceux inclus dans les emprises et tel que défini sur les plans généraux. Le titulaire devra donc faire son affaire de la location ou de l'acquisition des terrains qui lui seront nécessaires et qui ne seraient pas compris dans les terrains précités.

Les rejets dans les réseaux d'écoulements existants ou dans les zones d'infiltration préférentielles (dolines, cavités) des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits conformément au décret 77.254 du 8 mars 1977.

8.4.2 Installations particulières réalisées par l'entreprise

Les installations sont réalisées par le titulaire, conformément aux dispositions du C.C.T.P.
Ces installations sont rémunérées par les prix d'installation de chantier.

8.4.3 Embarcation armée

Sans objet.

8.4.4 Dépôts

Aucun emplacement de dépôts ne sera remis à l'entreprise par le maître d'ouvrage. L'entreprise aura à sa charge la recherche d'un dépôt et l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.

8.4.4.1 Emplacements remis à l'Entreprise.

Les emplacements suivants sont mis gratuitement à la disposition du titulaire pour les :

- Dépôt définitif : non encore défini avec le maître d'ouvrage.
- Dépôt provisoire : non encore défini avec le maître d'ouvrage.

8.4.4.2 Emplacements supplémentaires

Les dispositions des articles 31.2 et 31.3 du C.C.A.G seront appliquées.

8.4.5 Hygiène et sécurité du chantier

L'entreprise est tenue de respecter les réglementations en vigueur, elle devra notamment sur le plan de sécurité et de la protection de la santé, respecter les dispositions du PGC (Plan Général de Coordination) et répondre aux demandes du coordonnateur de sécurité, si le chantier est soumis à coordination en sécurité et protection de la santé (niveau II) en application du décret du 26 Décembre 1994.

8.4.6 Signalisation des chantiers intéressant la circulation sur les voies publiques

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique hors autoroute sera réalisée par le titulaire, sous le contrôle des services ci-après :

- la DDT ou DIR pour les routes nationales, et les Services Techniques des Conseils Généraux pour les routes départementales,
- les maires des communes intéressées pour les voies communales et les chemins ruraux.

La signalisation des chantiers devra être conforme aux pièces générales 5 et 6 visées à l'article 2.2.

Pour chaque signalisation provisoire sur la voie publique, le titulaire établit un dossier d'exploitation.

Pour toute modification apportée à la signalisation provisoire sur les voies publiques, le titulaire soumettra un plan détaillé et demandera l'approbation de ces dispositions aux services nommés ci-dessus un mois au plus tard avant la date de sa mise en place. Il en sera fait copie au Maître d'Œuvre.

Toutes les signalisations de chantier (y compris équipements de sécurité) sont réalisées par le titulaire à ses frais ; elles sont rémunérées par les prix du marché.

Avant le début des travaux, le titulaire devra faire connaître nominativement au Maître d'Œuvre un « chargé de la signalisation ». Cette personne sera responsable de l'exploitation et de la signalisation des chantiers. Elle devra pouvoir

être contactée et intervenir sous 2 heures pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit. Cette astreinte fera l'objet d'un numéro de téléphone unique.

A ce titre et de plus, le personnel du titulaire travaillant sur les parties de chantier sous circulation devra être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant, sous peine d'exclusion du chantier.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus des feux spéciaux prévus à l'article 122 : matériels mobiles alinéa 2 feux spéciaux de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - huitième partie signalisation temporaire, du 15 juillet 1974.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents de l'entreprise muni(s) d'un fanion KI avertira (ont) les usagers de la présence à proximité d'obstacles fixes ou mobiles sur la plate-forme ou ses dépendances.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

8.4.7 Raccordement du chantier aux divers réseaux

Toutes les fournitures d'eau et d'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux sont du ressort exclusif de l'entreprise. Les dépenses de branchements seront à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour souscrire en temps utile les polices d'abonnement auprès des concessionnaires intéressés.

8.4.8 Evacuation des eaux

Les prix des épuisements des eaux sont comptés dans les prix des ouvrages et ne pourront faire l'objet d'aucun supplément.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni ne prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail, des pertes de matériaux ou de tous autres dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques et hydrogéologiques.

L'entrepreneur devra protéger son chantier contre les eaux de surface ou les eaux d'infiltration. Il installera aux endroits convenables dans des avant-puits ou niches, si les circonstances l'y obligent, les pompes ou accessoires (tuyaux d'aspiration ou de refoulement, canalisations ou goulottes pour l'évacuation des eaux rencontrées et devra assurer leur fonctionnement et leur entretien.

8.4.9 Utilisation des voies publiques par le titulaire

1 - Prescription générale

Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques sauf dans l'emprise du chantier.

2 - Accès au chantier

L'aménagement, l'entretien et la remise en état des accès, conformément aux prescriptions des autorisations délivrées par le gestionnaire de la voie concernée, sont à la charge du titulaire.

L'aménagement, l'entretien et la remise en état de l'ensemble des accès sont réputés inclus dans le prix d'installation générale de chantier.

3 - Itinéraires d'accès au chantier

Les itinéraires d'accès jusqu'aux accès définies au 2 ci-dessus sont laissés au libre choix de le titulaire.

Ils devront tenir compte de toutes les dispositions du Code de la Route et des arrêtés ou décisions pris par les autorités compétentes (par exemple limitation de charge, périodes interdites...), ainsi que du Code de la Voirie et plus particulièrement de l'article L131.8 pour le département et L149.9 pour la commune.

Ils seront précisés à l'appui des propositions pour la fourniture des matériaux prévus au C.C.T.P et le titulaire sera responsable du respect de ces itinéraires par ses fournisseurs et sous-traitants.

Le titulaire fera son affaire de l'obtention des autorisations et accords préalables des collectivités et services gestionnaires concernés.

Ces accords seront présentés au Maître d'Œuvre, ils comprendront notamment :

- les conditions de maintenance,
- les conditions d'établissement des états des lieux,
- les conditions de remise en état.

Ces itinéraires feront l'objet d'un état des lieux préalable contradictoire entre le titulaire et le service gestionnaire (commune, département etc..) en présence du Maître d'Œuvre. La fourniture de cet état des lieux conditionne l'autorisation de débiter les fournitures concernées.

Le titulaire devra maintenir en permanence en état normal de sécurité et de propreté ces itinéraires.

A la fin de l'utilisation, un nouvel état des lieux contradictoire sera opéré, à l'issue duquel le titulaire devra réparer les dégradations éventuelles constatées, dans les quinze jours. Le titulaire, une fois ces réparations effectuées, demandera un quitus au service gestionnaire concerné.

Par dérogation à l'article 34 du C.C.A.G, le titulaire supportera l'intégralité des frais d'aménagement éventuel, du maintien en état normal de sécurité et de propreté, de réparation de dégradations éventuelles apportées à ces itinéraires d'accès et de remise en état final.

8.4.10 Protection de l'environnement

8.4.10.1 Protection des nappes et cours d'eau

Le titulaire devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures, tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier. Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux. Il fera son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les décrets d'application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Les eaux de rejet issues des installations de chantier devront être décantées et déshuilées.

Les terrassements de ces ouvrages de décantation seront réalisés au début des travaux, afin d'y faire transiter les eaux du chantier.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange devront être recueillis et évacués en fûts fermés. De même tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues...) dans un cours d'eau est pros crit.

8.4.10.2 Gestion des déchets de chantier

Les dispositions de l'article 36 du C.C.A.G travaux s'appliquent et est complété par les dispositions qui suivent.

En matière de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics, le titulaire est soumis à la réglementation générale en particulier au Code de l'Environnement.

L'entrepreneur produira un schéma d'élimination des déchets qui devra identifier l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités, indiquer précisément les dispositifs de collecte, le conditionnement des déchets et surtout les filières d'élimination des déchets qui seront mises en place, en conformité avec la réglementation en vigueur et principalement la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets.

Les niveaux de gestion des déchets sont les suivants :

- **Niveau 1** : recyclage ou valorisation des déchets,
- **Niveau 2** : traitement ou prétraitement des déchets : traitement physico-chimique, détoxication, évapo-incinération, incinération,
- **Niveau 3** : mise en décharge.

Dans la gestion des déchets générés par les travaux, le titulaire recherchera les solutions de niveau les plus faibles possibles, le niveau 3 correspondant à la situation où il n'y aura pas d'autres filières possibles.

En outre, pendant l'exécution des travaux, il devra mettre en place une politique de traçabilité (type de déchets transportés, parcours, recyclage) qui devra être explicitée dans le PRE. Le titulaire remettra au Maître d'ouvrage avec copie au Maître d'Œuvre tous les documents justifiant de la gestion des déchets pendant les travaux comme par exemple les bons d'entrée en décharge, aux centres de tri, aux centres de traitement spécialisés ou aux centres de regroupement de déchets du BTP, ainsi que tous les bordereaux permettant leur traçabilité qui seront joints au volet environnement du journal de chantier.

8.4.10.3 Dommages causés aux tiers

Le titulaire prendra toutes les mesures pour éviter les dommages aux tiers (Cf. article 31.8 du C.C.A.G).

Cette clause s'applique notamment au maintien de la circulation et aux nettoyages sur les voies privées et les accès aux parcelles riveraines des travaux.

Il devra également, avant toute démolition de clôtures, s'assurer de la continuité de l'entourage des propriétés et prendre toutes mesures propres à empêcher les animaux qui pourraient s'y trouver de s'échapper.

Il devra prendre toutes dispositions pour limiter les bruits émis par le chantier.

Il sera responsable de tous les dommages causés aux tiers, et il sera tenu de payer toutes indemnités pour trouble de jouissance (Cf. article 35 du C.C.A.G).

8.4.10.4 Incendie

Le titulaire devra, préalablement à toute activité sur son chantier, prendre contact avec le Service Départemental de la Lutte contre l'Incendie et solliciter ses autorisations et instructions. Il devra, à ses frais, prendre toutes les précautions

utiles et observer toutes les consignes prescrites par ce service. Il supportera seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données.

8.4.10.5 Emploi des explosifs

Sans objet.

8.4.10.6 Réseaux desservant les installations

Sans objet.

8.4.10.7 Travail de nuit - Restrictions fins de semaine et jours fériés

Sans objet.

8.4.10.8 Poussières

L'attention du titulaire est attirée sur la gravité et la persistance des atteintes aux cultures avoisinantes que peuvent provoquer les poussières résultant des travaux (terrassements, fabrication des produits et transport en particulier) et aussi sur la gêne des lieux habités.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission des poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le Maître d'Œuvre se réserve d'imposer à l'entreprise toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

8.4.10.9 Maintien des circulations publiques

Aux intersections de toutes les pistes avec la voirie publique, seront prévues des balises STOP pré-annoncées 100 m à l'avance, précédées par un dispositif de chicanes et de rétrécissement et complétées lorsque le trafic de camions sortant et accédant à ces pistes ou franchissant la voie publique dépassera 20 véhicules/jour, par la présence d'au moins un vigile.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au raccordement des pistes de chantier avec les voies publiques.

La voirie publique utilisée par le titulaire et la signalisation correspondante seront nettoyées et entretenues régulièrement par le titulaire. Celui-ci prendra toutes précautions pour éviter les chutes et les entraînements de matériaux.

Sur l'ensemble des zones de circulation du chantier et intersections, le titulaire devra mettre en place et maintenir une signalisation indiquant les points particuliers, les zones de risques et de ralentissement et les indications particulières de circulation (ralentissement, circulation à gauche, présence de fouilles ou d'ouvrages, etc.).

Les panneaux de signalisation seront conformes au Code de la Route (catégorie route importante : 1.25 m pour le côté des panneaux triangulaires et 1.05 m pour le diamètre des panneaux circulaires, et montés sur support vertical).

Toutes les sujétions de transport et d'organisation du chantier découlant de ces règles sont incluses dans le prix d'installation de chantier du présent marché.

8.4.10.10 Terrassements particuliers

Blindage des fouilles : la législation en vigueur concernant les fouilles devra être strictement respectée.

8.4.10.11 Signalisation des fouilles et des engins

Les engins circulant la nuit et le jour devront être en permanence équipés de dispositifs lumineux et éclairants leur permettant d'évoluer en toute sécurité et d'être parfaitement visibles du personnel, des autres engins et des tiers.

Ils devront être également équipés de phares de recul pour les camions et les tombereaux, de klaxons de recul pour les autres engins.

8.4.10.12 Balisage et gabarit des obstacles

Des pré-gabarits seront mis en place de part et d'autre des ouvrages d'art et des lignes électriques ; leur modèle devra avoir reçu l'approbation du Maître d'Œuvre.

Le balisage et les protections de réseaux aériens et enterrés (Télécommunications - EDF - Canaux, conduites d'eau et de gaz) devront être respectés, maintenus ou créés.

8.4.10.13 Respect de la réglementation sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes - Installations classées pour la protection de l'environnement

Le titulaire fera son affaire de toutes les formalités qu'impose le règlement sur les établissements dangereux, incommodes et insalubres (installations classées pour la protection de l'environnement).

Il se conformera aux prescriptions de cette réglementation, notamment en ce qui concerne les demandes d'autorisations, les précautions à prendre pour éviter la gêne aux tiers (dépoussiérage, protection des produits agricoles, etc.).

8.4.10.14 Publicité sur chantier

Le titulaire est tenu de soumettre à l'accord préalable du Maître d'Œuvre les dispositions qu'il envisage de prendre pour sa publicité personnelle.

En particulier, tout panneau publicitaire de marque de l'entreprise est interdit sur la voie publique sans autorisation préalable du Maître d'Œuvre.

La forme, les dimensions des panneaux publicitaires et leurs lieux d'implantation, devront avoir reçu l'agrément du Maître d'Œuvre.

A défaut, le Maître d'Œuvre pourra prescrire leur enlèvement aux frais du titulaire.

8.4.11 Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions de l'article 31.5 du C.C.A.G s'appliquent.

En cas de défaut d'application de ces dispositions, le titulaire encoure les sanctions prévues à l'article 48 du C.C.A.G.

L'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier est mis à disposition, notamment, du Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

Le titulaire devra tenir compte, entre autres, de la réglementation du travail, des contraintes liées au PGCSPP (si existant), au règlement.

8.5 REUNIONS DE CHANTIER - JOURNAL DE CHANTIER - REGISTRE DE CHANTIER

8.5.1 Réunions de chantier

Il est prévu pendant toute la durée des travaux une réunion de chantier chaque semaine organisée par le Maître d'Œuvre. Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu établi par celui-ci et soumis au représentant du titulaire, qui explicitera éventuellement ses réserves.

Le titulaire est tenu de participer à ces réunions. Toute absence ou retard supérieur(e) à un quart d'heure sera sanctionné d'une pénalité.

8.5.2 Réunions de coordination

Le titulaire est tenu de participer aux réunions hebdomadaires de coordination organisées par le Maître d'Œuvre (organisation des circulations de chantier, des déplacements de réseaux, etc.).

Le titulaire est tenu de participer à ces réunions. Toute absence ou retard supérieur à un quart d'heure, sera sanctionné d'une pénalité.

8.5.3 Registre de chantier.

Par dérogation à l'article 28.5, le pouvoir adjudicateur choisit de ne pas imposer la tenue d'un registre de chantier.

8.5.4 Journal de chantier

Un journal de chantier sera tenu par le titulaire.

Sur ce journal seront consignés, chaque jour par celui-ci :

- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notifications d'ordres de service, visas et approbation des plans d'exécution, etc.
- les conditions atmosphériques constatées (vent, température, précipitations, niveau des eaux...),
- les résultats des essais de contrôle,
- les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et la durée réelle des travaux,
- les observations faites et les prescriptions imposées au titulaire (marche générale du chantier, sécurité du personnel...),
- les travaux exécutés, leur nature, leurs localisations.

A ce journal, sera annexé chaque jour, un compte-rendu détaillé établi par un représentant du titulaire spécialement désigné par lui sur lequel seront indiqués par poste de travail :

- les incidents de chantier, les travaux dont la rémunération n'est pas prévue dans le bordereau de prix et tout événement susceptible de donner lieu à réclamation de la part du titulaire,
- les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des quantités de travaux effectués chaque jour.

Le journal de chantier sera signé chaque jour par les représentants du titulaire et transmis chaque fin de semaine aux représentants du Maître d'Œuvre. Son absence peut déclencher la suspension du versement d'acompte mensuel.

A ce journal, pourront être annexés chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, procès-verbaux de constat, etc.).

Chaque semaine, le titulaire devra fournir un planning prévisionnel des travaux de la semaine suivante qui sera annexé au journal de chantier.

9 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Le C.C.T.P définit les modalités d'essais et de contrôle d'ouvrages ou parties d'ouvrages.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés soit en régie, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

9.2 RECEPTION

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

La réception des ouvrages objet du présent marché ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés désigné(s) ci-après, aux stades d'avancement suivants des travaux :

- soit à l'occasion d'une réception partielle ; dans ce cas, il sera fait application de l'article 42 du C.C.A.G et le délai de garantie correspondant courra à partir de la réception totale des travaux,
- soit sans réception partielle, en faisant application de l'article 43 du C.C.A.G.

9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Dans les délais fixés à l'article 40 du C.C.A.G, le titulaire remettra au Maître d'Œuvre les documents tels que définis au C.C.T.P. A défaut, il sera fait application des retenues prévues à l'article 4.5 ci-dessus.

Le Maître d'Œuvre disposera d'un délai de deux (2) mois à compter du jour de la remise des derniers documents pour procéder à leur vérification.

En cas d'erreur ou de non conformité constatée par le Maître d'Œuvre, celui-ci avisera le titulaire qui devra procéder à la rectification des documents ou fichiers informatiques dans un délai d'un (1) mois.

A défaut, il sera fait application des retenues prévues à l'article 4.5 du C.C.A.P.

Une garantie particulière sur les documents et données informatiques fournis après exécution est prévue à l'article 9.6 du C.C.A.P.

9.5 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à un an pour l'ensemble des travaux objets du marché.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle, court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

S'il survient, pendant ce délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe à l'Entrepreneur, un procès verbal sera dressé et lui sera notifié.

9.6 GARANTIES PARTICULIERES

Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des canalisations et ouvrages d'art du marché pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date de réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Œuvre, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits, ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.7 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

9.7.1 Responsabilités

9.7.1.1 Dommages aux tiers

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non à des dommages matériels et/ou corporels, de toutes natures dans la réalisation desquels les travaux et prestations objets du marché seraient impliqués et qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres intervenants sur le même chantier.

Le titulaire s'engage en conséquence à garantir le Maître d'Ouvrage, ses représentants et son personnel, contre tout recours qui pourrait être exercé à leur encontre de ce chef, à les indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre eux, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation.

9.7.1.2 Dommages subis par le Maître d'Ouvrage

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non à des dommages matériels et/ou corporels, de toutes natures subis par le Maître d'Ouvrage du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

9.7.1.3 Dommages subis par le titulaire

Le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature, et ce quelle qu'en soit la cause, qui pourraient lui être causées ou subies par les biens dont lui-même serait propriétaire ou détenteur à un titre quelconque.

En conséquence, le titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître d'Ouvrage et ses éventuels assureurs.

9.7.1.4 Responsabilité décennale et garantie de bon fonctionnement

Le titulaire est responsable de plein droit envers le Maître d'Ouvrage des désordres affectant les éléments constitutifs de l'ouvrage et ses éléments d'équipement objets du marché selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4 et 2270 du Code Civil.

9.7.2 Assurances

Les primes d'assurance relatives aux garanties souscrites par le titulaire en application du présent article sont incluses dans l'offre.

Les dispositions de l'article 9 du C.C.A.G travaux s'appliquent.

9.7.2.1 Assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après travaux et professionnelle

Le titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après travaux et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir en application de l'article 9.7.1.

Les garanties de cette police doivent être expressément étendues aux conséquences pécuniaires des désordres ou dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

La police devra comporter les garanties « incendie » et « effondrement » en cours de chantier.

Cette assurance devra être contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, étant précisé que l'ensemble des intervenants de l'opération sont considérés comme tiers, y compris le Maître d'Ouvrage.

Le contrat d'assurance devra rappeler les domaines d'activités garantis et précisera que la garantie est acquise pour la participation de l'assuré à un chantier, dont le montant est au moins égal au montant total de l'opération à laquelle le titulaire participe en faisant acte de candidature à ce marché.

La police d'assurance souscrite par ses sous-traitants ne réduit, n'atténue ou ne modifie, en aucun cas, la responsabilité du titulaire définie à l'article 9.7.1.

9.7.2.2 Police « Tous Risques Chantier »

- Sans objet.

9.7.2.3 Assurance de responsabilité civile décennale

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le titulaire est tenu, pour garantir les risques qu'il encourt en application de l'article 9.7.1.4, de satisfaire à l'obligation légale d'assurance prévue par le Code des Assurances pour les travaux de construction qui y sont soumis avec une extension de la couverture à la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement.

Pour les travaux ne relevant pas de cette obligation légale d'assurance, le titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance responsabilité civile décennale pour garantir les risques qu'il encourt en application de l'article 9.7.1.4.

9.7.2.4 Communication des attestations

Le titulaire devra produire, dans le mois qui suit la notification du marché, au jour de la DROC et à toute réquisition du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant de la souscription des polices mentionnées au présent article et indiquant le montant des garanties et la durée de la période de couverture, et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être engagée.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entreprise la souscription d'assurances complémentaires.

9.8 RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le Maître de l'Ouvrage dans les cas prévus au C.C.A.G Travaux et dans le respect des dispositions de ce même C.C.A.G Travaux.

En cas de résiliation, il sera fait application des articles 118 et 125 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles ci-après du C.C.A.P sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G:

Dérogations article du C.C.A.G	Objet	Apportée par l'article
4.1	Pièces constitutives du marché	2
10.3.3	Sous-détail des prix	3.2.5
13.1	Projets de décomptes	3.2.7
19.2.3	Prolongation du délai d'exécution	4.2
20	Pénalités	4.3
27.3.1	Piquetage spécial	7.2
28.1	Période de préparation	8.1.1
34	Utilisation des voies publiques par le titulaire, réparations	8.4.9
28.5	Registre de chantier	8.5.3

A....., le.....

"Lu et accepté" (En mention manuscrite)

Cachet et signature de l'Entrepreneur (ou des Entrepreneurs)

APPROBATION DU MARCHÉ (maître d'ouvrage)

A....., le.....

La personne représentant le pouvoir adjudicateur du marché (*cachet et signature*)